

AU TRIBUNAL COMMON PLEAS (TRIBUNAL DE PROXIMITÉ)
COMTÉ DE _____, OHIO

<hr/> Partie demanderesse	:	N° de dossier :	<hr/>
<hr/> Adresse (adresse postale protégée)	:	Juge/Magistrat-e	<hr/>
<hr/> Ville, État, Code postal	:		
<hr/> contre	:		
<hr/> Partie défenderesse	:		
<hr/> Adresse	:		
<hr/> Ville, État, Code postal	:		

**REQUÊTE EN MODIFICATION OU EN
RÉSILIATION D'UNE ORDONNANCE CIVILE DE
PROTECTION CONTRE LA VIOLENCE
FAMILIALE OU DANS LES FRÉQUENTATIONS
OU D'UN JUGEMENT CONVENU (CONSENT
AGREEMENT) (R.C. 3113.31)**

SI VOUS DEMANDEZ QUE VOTRE ADRESSE RESTE CONFIDENTIELLE, VEUILLEZ INDIQUER UNE ADRESSE POSTALE POUR RECEVOIR DU COURRIER EN SÉCURITÉ. SI VOUS PARTICIPEZ AU PROGRAMME DE CONFIDENTIALITÉ DES ADRESSES DU SECRÉTAIRE D'ÉTAT, VEUILLEZ UTILISER L'ADRESSE DE BOÎTE POSTALE QUI VOUS A ÉTÉ ATTRIBUÉE. LE PRÉSENT FORMULAIRE EST UN DOCUMENT À ACCÈS PUBLIC.

- La partie demanderesse défenderesse demande au tribunal de modifier/résilier l'ordonnance suivante :
- Ordonnance civile de protection contre la violence familiale du _____
- Ordonnance civile de protection contre la violence dans les fréquentations du _____
- Jugement convenu (*Consent Agreement*) et ordonnance civile de protection contre la violence familiale approuvés le _____
- Jugement convenu (*Consent Agreement*) et ordonnance civile de protection contre la violence dans les fréquentations approuvés le _____

Dans la procédure initiale, j'étais la partie demanderesse partie défenderesse.

1. Les termes de l'ordonnance civile de protection ou du jugement convenu à modifier ou à résilier sont les suivants :
- _____
- _____
- _____

2. Les raisons de la modification ou de la résiliation sont les suivantes :

3. Il ne peut pas être facturé de dépens à la partie demanderesse pour le dépôt d'une requête en modification ou en résiliation de l'ordonnance civile de protection ou du jugement convenu (*Consent Agreement*) si elle concerne une ordonnance de protection ou un jugement convenu précédemment émis ou approuvé, conformément à R.C. 3113.31(J)(1).

Respectueusement soumis,

SIGNATURE DE LA PARTIE DEMANDERESSE

Adresse postale sûre où le tribunal peut envoyer du courrier à la partie demanderesse (VOUS). **Si vous participez au programme de confidentialité des adresses du secrétaire d'état, veuillez utiliser l'adresse de boîte postale qui vous a été attribuée.**

Signature de l'avocat·e de la partie demanderesse (le cas échéant)

Nom

Adresse

Inscription de l'avocat·e

Téléphone de l'avocat·e

Fax de l'avocat·e

Email de l'avocat·e

AU TRIBUNAL *COMMON PLEAS* (TRIBUNAL DE PROXIMITÉ)

COMTÉ _____, OHIO

Partie demanderesse : N° de dossier : _____

contre : Juge/Magistrat·e _____

Partie défenderesse :

DEMANDE DE PROCÉDURE DE SIGNIFICATION

INSTRUCTIONS AU OU À LA GREFFIER·ÈRE DU TRIBUNAL :

Conformément à Civ.R. 65.1(C)(4), veuillez signifier à la partie demanderesse partie défenderesse une copie de la requête accompagnée de tous les documents connexes à l'adresse ci-dessous et comme suit :

- Signification en mains propres Courrier certifié avec accusé de réception
 Autre (spécifier) _____

 Autre (adresse) : _____

- Signification en mains propres Courrier certifié avec accusé de réception
 Autre (spécifier) _____

INSTRUCTIONS SPÉCIALES À L'INTENTION DU SHÉRIF :

**SIGNATURE DE L'AVOCAT·E OU
 LA PARTIE DEMANDERESSE / PARTIE
 DÉFENDERESSE**

ACCUSÉ DE RÉCEPTION DE LA SIGNIFICATION

La requête a été signifiée à la partie défenderesse le _____.

Nom et n° de badge de l'agent _____

Nom du service de police _____

Date _____

ATTESTATION D'ENVOI POSTAL PAR LE OU LA GREFFIER·ÈRE

La signification de la procédure a été expédiée par _____ ce _____ --

Témoins : _____

Greffier·ère adjoint·e